

Les frontières poreuses de l'extrême droite : circulation des discours anti-genre et polarisation de l'espace public québécois

Par Lucile Dartois¹

Dans l'espace public québécois, canadien et plus largement nord-américain et européen, les questions liées au genre et à la sexualité ont suscité, ces dernières années, une intensification des prises de position contestataires, notamment dans le cadre de campagnes conservatrices rattachées au mouvement anti-genre, opposé aux avancées féministes et aux droits des communautés LGBTQIA2S+ (Kuhar et Paternotte 2018). Ces controverses, qui traversent les sphères culturelles, médiatiques, politiques, scolaires et numériques, portent sur la place des minorités LGBTQIA2S+, sur les droits des personnes trans, les rôles genrés et ce qui est désigné par les formules « idéologie du genre » ou « théorie du genre » — des expressions souvent reprises sans distance critique dans les médias. Fréquemment qualifiées de « sensibles », ou de « sujets qui fâchent », ces thématiques cristallisent des tensions normatives, morales et identitaires, tout en circulant avec une charge affective forte (Ahmed 2004). D'un côté, elles ébranlent ce qui semblait acquis au Québec, où les droits des minorités ont connu des avancées significatives² et où le féminisme participe du récit national (Thériault 2009); de l'autre, elles suscitent des réactions intolérantes, haineuses, relevant

dans certains cadres de dynamiques extrémistes et invoquant un retour à l'ordre « traditionnel ».

D'abord, les discours haineux visant les femmes, les personnes LGBTQIA2S+ ou les mouvements féministes ne relèvent pas exclusivement de groupes et d'acteurs qualifiés d'extrémistes. Historiquement, ils ont circulé au cœur même des sphères politiques sans être perçus comme marginaux, haineux ou extrêmes : entre les années 1950 et 1990, par exemple, les purges homophobes menées dans les Forces armées canadiennes, la GRC et la fonction publique fédérale ont constitué une politique d'État largement tolérée dans l'espace public (Del Gobbo 2024). Dans le contexte contemporain, les mouvances anti-genre, comme on le verra, sont très structurées et ravivent des paniques morales pour orienter les politiques publiques autour de l'éducation, du droit à l'avortement et de la transidentité. La récurrence de ces positions dans des espaces politiques ou médiatiques *mainstream* contribue à leur banalisation et rend plus floues les frontières entre propos haineux et discours « ordinaires », considérés comme socialement acceptables (Brown et coll. 2023; Rothut et coll. 2024). Cette perméabilité entre sphères *mainstream* et radicales crée un terrain

1. Cet article est le fruit de réflexions collectives développées au sein du Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (CPRMV), un organisme québécois engagé dans la prévention de l'extrémisme violent et des actes à caractère haineux. L'article a été rédigé dans le cadre d'une recherche sur la misogynie financée par le ministère de la Sécurité publique du Canada.

2. On invite à la consultation de la ligne du temps des luttes et des droits LGBTQIA2S+ au Québec de la Chaire de recherche sur la diversité sexuelle et la pluralité des genres (DPSPG) : <https://chairedspg.uqam.ca/ligne-temps/>

propice à la circulation et à la (ré)activation des imaginaires haineux.

Ces prises de position s'inscrivent aussi au cœur de logiques extrémistes, qu'il s'agisse de groupes organisés ou d'individus promouvant des visions autoritaires du monde social. En mobilisant, à travers une rhétorique haineuse, des conceptions rigides et hiérarchisées du genre et de la sexualité, ces mouvances construisent une identité collective homogène en désignant des figures de menace ou des boucs émissaires. Et puis, à partir d'une pluralité de stratégies discursives, elles appellent à l'usage de la violence; autant d'éléments qui définissent l'extrémisme (Bötticher 2017; Lorenzi Bailly et Moïse 2023). Ainsi, certains groupes extrémistes fournissent un cadre idéologique qui justifie, voire encourage la haine envers les femmes, les féministes, les personnes LGBTQIA2S+ identifiées comme étant des menaces à leur vision de la société. Cette hostilité s'articule à d'autres cadres idéologiques aussi, dans une logique d'intersectionnalité des haines (Bard, Blais et Dupuis-Déri 2019 : 22).

Malgré leur importance, les dimensions idéologiques liées au genre et à la sexualité restent marginales dans les recherches consacrées à l'extrémisme violent (Pearson, Wintherbotham et Brown 2021). Ces dernières se sont concentrées pendant une vingtaine d'années sur le djihadisme, et plus récemment sur l'extrême droite, en s'inscrivant fréquemment dans un cadrage sécuritaire centré sur les trajectoires individuelles de radicalisation. Souvent perçues comme secondaires ou extérieures au processus de radicalisation, ces formes de haine ont par ailleurs été isolées dans des catégories « à part », en parallèle de l'extrême droite, de l'extrême gauche et de l'extrémisme politico-religieux (Dartois, Laprade et Audet-Gosselin 2026).

Le décalage entre leur faible prise en compte dans les études sur l'extrémisme et leur diffusion massive dans le débat public soulève une question centrale : comment penser les discours et les actes haineux fondés sur le genre et les sexualités, à l'articulation entre logiques sociales « ordinaires » et dynamiques extrémistes? L'objet de cet article est précisément d'interroger cette tension. Dans un premier temps, on analyse le déploiement de ces dynamiques dans l'espace public québécois contemporain, en montrant comment elles s'inscrivent à la fois dans des mouvances conservatrices et dans des registres extrémistes. Et puis, dans un second temps, on propose des pistes d'analyse dans un cadre de prévention et de recherche sur l'extrémisme, en soulignant l'importance d'une approche transversale des idéologies.

Mobilisations « anti-genre » dans l'espace public québécois, canadien : ambiguïté des charges haineuses

Au Québec, et plus largement au Canada, plusieurs événements fortement médiatisés ont marqué l'imaginaire collectif autour de la violence et du genre, un imaginaire qui évolue au fil du temps. Le massacre de Polytechnique à Montréal en 1989 a d'abord et longtemps été perçu comme le geste d'un tueur « fou »; il est désormais reconnu comme étant un attentat antiféministe (Blais 2024). En 2018 et 2020 à Toronto, les attaques commises par des individus affiliés à la mouvance des Incels, celle en 2023 à l'Université de Waterloo visant un cours d'études de genre, sont également reconnues comme l'expression d'une misogynie radicale. On notera que ces actes violents s'inscrivent dans un continuum plus large de violences sexistes, et se prolongent également dans les espaces

numériques. À ce propos, un rapport de l'*Institute for Strategic Dialogue* (2024) soulignait que, sur les plateformes extrémistes canadiennes en ligne, les discours anti-LGBTQIA2S+ constituent la troisième catégorie de haine la plus fréquemment mobilisée, après les discours xénophobes et antisémites. Ces discours sont principalement véhiculés par des acteurs suprémacistes blancs, néonazis ou ethnonationalistes, témoignant de la porosité et de l'imbrication des idéologies haineuses.

Et puis, il existe un registre contestataire qui ne recourt pas nécessairement à une violence explicite, mais dont les effets contribuent à la diffusion de discours haineux. Souvent porté au nom de la liberté d'expression, ce répertoire mérite une attention particulière dans le champ de la prévention de l'extrémisme violent, dans la mesure où cela relève soit directement d'actes à caractère haineux, ou en constitue les vecteurs. Plus précisément, les mouvances évoquées ci-après participent à la construction de figures ennemies ou menaçantes — l'un des traits caractéristiques de l'extrémisme violent —, tout en mobilisant des individus ou des collectifs affiliés à des mouvances extrémistes.

Kuhar et Paternotte (2018) ont codirigé un ouvrage de référence sur les campagnes anti-genre, qui reposent sur des rhétoriques conspirationnistes autour de ce qui est péjorativement qualifié d'« idéologie du genre ». Cette dernière est présentée par ses détracteurs comme un complot dangereux mené par des élites politiques — corrompues tantôt par les libéraux, la gauche, le communisme — accusées de porter un agenda dit « wokiste » qui viserait à détruire les fondements de la société : la famille traditionnelle, les identités sexuelles et les rôles de genre dits biologiques. Les campagnes anti-genre mobilisent un répertoire d'action similaire d'un pays à l'autre (Paternotte 2015), notamment

des pétitions pour contester des programmes scolaires, l'organisation de manifestations, la production de contenus médiatiques, le lobbying politique ou encore le recours à la désinformation en ligne.

Au Canada, on a vu se déployer ces dernières années des dizaines de rassemblements « contre l'identité de genre » et « pour le droit des parents ». On peut notamment citer les *1 Million Marches 4 Children* (1MM4C), organisées en 2023 et 2024 dans une dizaine de villes canadiennes, dont Montréal. Ces mobilisations s'opposent aux politiques scolaires inclusives, en particulier autour de l'éducation à la sexualité et des questions LGBTQIA2S+, comme le symbolise la ressource SOGI 123 dans le Canada anglophone, présentée par les détracteurs comme un outil d'endoctrinement et de sexualisation des enfants. Ces rhétoriques se diffusent et trouvent un écho croissant au Québec. Elles provoquent, aussi, un solide contre-discours progressiste et inclusif que nous ne traiterons pas dans cet article, mais dont l'importance doit être soulignée.

La couverture médiatique de ces manifestations donne à voir un large éventail d'acteurs rassemblés : militant·es ouvertement d'extrême droite, groupes complotistes — dont certains particulièrement actifs durant la pandémie de Covid-19 —, partisan·es du mouvement des citoyens souverains, opposant·es à l'éducation publique, groupes chrétiens et musulmans conservateurs, mais aussi des figures politiques, comme le Premier ministre du Nouveau-Brunswick (Canadian anti-hate Network 2023; CBC 2023). Ces convergences illustrent la façon dont les paniques morales se diffusent dans l'espace public et sont reprises par des acteurs politiques de manière opportuniste, dans une logique de captation électorale; ou bien pour détourner l'attention d'autres enjeux (Bonetti 1993).

Andrea, Grzebalska et Kovatet (2017) décrivent cette dynamique à travers la métaphore de la colle symbolique, qui permet à des acteurs idéologiquement hétérogènes — conservateurs religieux, extrême droite, mouvements complotistes, acteurs politiques — de se coaliser autour d'un même ennemi symbolique. Ces alliances s'observent aussi entre les mouvances antiavortement et anti-genre, comme l'a montré Avanza (2015) en Italie. Au Canada, Saurette et Gordon (2013) ont étudié les stratégies de lissage discursif des mouvances antiavortement, également caractéristiques des mouvances anti-genre et qui participe à leur légitimation dans l'espace public.

La tenue annuelle de la *Marche pour la vie* à Québec, organisée par *RightNow*, un collectif très structuré dont l'objectif explicite est de faire élire des candidat·es antiavortement à travers le pays, illustre la vitalité de ces idéologies sur le territoire canadien, québécois; une dynamique également explorée dans le documentaire *La peur au ventre* (Clermont-Dion, 2023). La circulation transnationale des idéologies antiavortement est documentée par Pronovost (2023) et par Thomson (2024) qui montre que de l'arrêt *Roe v. Wade* aux États-Unis en 2022 a offert aux militant·es « pro-vie » au Canada un appui symbolique et juridique pour légitimer leurs revendications.

Les rhétoriques antiféministes et anti-LGBTQIA2S+ circulent donc au-delà des frontières linguistiques et géographiques. En Europe, aux États-Unis, comme au Canada, des groupes se structurent, se renouvellent et conjuguent leurs argumentaires : les *Moms for Liberty* en Amérique du Nord, inscrites en 2023 sur la liste des organisations extrémistes du *Southern Poverty Law Center*; le groupe canadien *Hands of our kids, Family Freedom*; le collectif québécois *Ensemble pour protéger nos enfants*; l'Association

des parents catholiques du Québec; ou encore *le Syndicat de la Famille* en France, anciennement dénommé *Manif pour tous*, qui avait mené une large contestation contre le mariage homosexuel en France en 2012. Malgré leurs ancrages nationaux différents, ces groupes partagent un répertoire discursif centré sur la protection des enfants (Denkovski, Bernarding et Lunz 2021).

Autour de cet impératif s'articulent des mots d'ordre tels que *Leave our kids alone* ou *Stop grooming children*, qui constituent un puissant levier émotionnel permettant de légitimer la censure, de disqualifier les savoirs critiques et de mobiliser un large public au-delà des cercles conservateurs. La formule fonctionne comme un argument d'autorité plaçant tout désaccord du côté de la menace, du danger moral, voire de la prédation. C'est notamment autour de cette rhétorique que se sont mobilisé·es les opposant·es à l'Heure du conte lu par une *drag queen*, une activité proposée dans plusieurs bibliothèques et lieux culturels à travers le monde visant à sensibiliser les enfants à la diversité et à l'inclusion (Myles et coll. 2025). En 2022 et 2023 au Canada, les contestations, largement médiatisées, ont réactivé des analogies haineuses entre pédophilie et homosexualité. Celles-ci s'appuient sur une pluralité de procédés discursifs et de performances affectives qui atténuent ou dissimulent la charge haineuse des discours, ce qui génère de l'ambiguïté (Dartois, Laprade et Zerrougui 2026). Pour le dire autrement, par divers procédés discursifs de « respectabilisation » ou de « lissage » du discours, la charge haineuse est euphémisée, favorisant ainsi la légitimation du message.

Fondés sur le retournement victime-bourreau et l'activation d'affects (peur, colère, dégoût), ces arguments d'autorité s'inscrivent dans une longue histoire de paniques morales : en 1977 aux États-Unis, l'activiste conservatrice Anita Bryant lançait

la campagne *Save Our Children* pour s'opposer à une loi protégeant les personnes LGBTQIA2S+ contre la discrimination, en invoquant le risque qu'elle représenterait pour les enfants. Ainsi, les discours anti-genre circulent à la fois dans l'espace et dans le temps. L'enfant y est mobilisé comme une figure vulnérable servant moins à affirmer ses droits qu'à légitimer des formes d'exclusion. Pour le dire autrement, la « protection des enfants » est convoquée de manière sélective et instrumentalisée, au service de normes sociales conservatrices, sans s'accompagner d'une approche de justice sociale, visant, par exemple, l'égalité des droits, l'éducation inclusive ou la reconnaissance de la diversité des identités.

Enfin, en 2024 et 2025, les débats publics au Canada ont également porté sur les mouvances masculinistes en ligne, notamment celles des « mâles alpha », qui ont gagné en visibilité depuis le mouvement #MeToo et la pandémie de Covid-19. Portées par des influenceurs, ces mouvances valorisent une masculinité entrepreneuriale et autoritaire articulée à un discours misogyne qui séduit particulièrement les jeunes garçons. Au Québec, le documentaire *Alphas*, réalisé par Simon Coutu et diffusé en novembre 2024 sur Télé-Québec, a suscité un vif débat médiatique sur la place et l'influence croissante de figures diffusant un imaginaire antiféministe, fondé sur une vision rigide des rôles de genre et un culte de la réussite. Parallèlement, une étude de Richard et coll. (2025 : 21) conclut à « un franc déclin des niveaux d'aise envers les réalités LGBTQ+ des élèves de l'école secondaire québécoise ».

Intégrer les dimensions idéologiques liées au genre et à la sexualité à l'analyse de l'extrémisme

Nous soutenons l'importance d'intégrer à la fois ces expressions explicites et implicites de

la misogynie et de la haine anti-LGBTQIA2S+ dans les champs de la prévention et de la recherche sur l'extrémisme violent. Dans cette section, nous explorons les approches susceptibles d'enrichir leur prise en compte.

Les études sur l'extrémisme et le terrorisme ont récemment et de façon croissante intégré la misogynie (Bundtzen 2023 ; Hoffman et coll. 2020 ; Gentry 2020, 2022 ; Perliger et coll. 2023 ; O'Hanlon et coll. 2024). Cette intensification de la production scientifique est concomitante à une plus grande visibilité médiatique et politique d'actes et de discours misogynes, bien que ces phénomènes soient antérieurs à leur reconnaissance sous le prisme de l'extrémisme violent. Comme le rappellent O'Hanlon et coll., « la misogynie et le patriarcat sont profondément ancrés dans de nombreuses communautés d'extrême droite et sont apparus bien avant l'émergence de groupes associés à la manosphère » (2024 : 1227, traduction libre). On précisera que le décalage temporel inhérent à la recherche académique, qui s'élabore souvent sur le temps long et dont la publication des résultats est susceptible de se présenter après l'acmé du débat public, contribue sûrement à expliquer la relative nouveauté de ces analyses dans le champ d'études de l'extrémisme.

Comme on le propose dans la première partie de l'article, il convient d'intégrer aux études sur la misogynie une perspective inclusive tenant compte des minorités LGBTQIA2S+, visées par des discours construits sur des arguments similaires, soit des arguments normatifs sur le genre et la sexualité. Misogynie et haine anti-LGBTQIA2S+ constituent ainsi deux expressions interdépendantes d'un même socle idéologique binaire et restrictif.

Dans la recherche, les violences anti-genre, lorsqu'elles sont rattachées à la notion d'extrémisme, sont le plus souvent associées

à l'extrême droite. On notera que, bien que fréquemment réduite à ses dimensions xénophobes et suprémacistes, cette catégorie est en réalité plurielle. Comme le souligne Nadeau (2021), l'extrême droite s'ancre dans une matrice idéologique au sein de laquelle les figures ennemies sont évolutives : les élites, l'immigration, la gauche, le libéralisme, les médias, les Juifs ou encore l'islam. Ainsi, adopter le prisme de l'extrême droite pour analyser la misogynie, l'antiféminisme et la haine anti-LGBTQIA2S+ permet de les envisager comme une nouvelle figure ennemie intégrée à cette matrice idéologique. La diabolisation et la déshumanisation de cette figure ennemie constituent d'ailleurs une stratégie rhétorique pour véhiculer, en filigrane, des discours suprémacistes blancs (Boursier 2025).

On propose d'élargir le prisme d'analyse en considérant ces rhétoriques haineuses comme un point de convergence entre différentes formes d'extrémismes, et circulant plus largement dans les espaces médiatiques et politiques. En effet, les discours polarisants, jusqu'à extrémistes sur le genre, constituent un « thème rassembleur » qui, comme illustré en première partie, unit divers mouvements contestataires, réactionnaires ou extrémistes. Roose et Cook (2022) montrent ainsi en quoi la misogynie est une forme de haine partagée par les mouvances djihadistes, d'extrême droite, suprémacistes.

Adopter cette perspective conduit à décroiser la façon dont on pense l'extrémisme, non pas à partir de catégories exclusives, mais à partir des dimensions idéologiques transversales qui le traversent; liées au genre et à la sexualité, mais aussi à l'ethnonationalisme, à la religion et à la spiritualité, aux rapports socioéconomiques ainsi qu'à l'autorité et à l'autonomie individuelle (Dartois, Laprade et Audet-Gosselin 2026). Une telle approche multidimensionnelle

de l'extrémisme permet d'appréhender la transversalité des idéologies, leurs recompositions et leurs circulations dans le temps et les espaces géographiques, linguistiques. Elle permet ainsi d'analyser les idéologies anti-genre comme des configurations complexes, mouvantes, qui s'articulent à d'autres formes de haine et sont portées par des acteurs divers.

Sur le plan empirique, il nous semble que la recherche et la prévention de l'extrémisme ne devraient pas se limiter aux manifestations explicitement haineuses ou aux appels directs à la violence. Il s'agit plutôt, comme on l'a fait en première section, d'étudier aussi les zones grises de l'extrémisme, soit l'ensemble des répertoires d'action mobilisés par les logiques contestataires, et notamment les registres discursifs plus ambigus qui participent à la légitimation et à la diffusion de représentations haineuses. Même dans un cadre démocratique, ces stratégies alimentent des dynamiques d'exclusion, de stigmatisation et de déshumanisation caractéristiques de l'extrémisme. Sur le plan social, la banalisation et la multiplication des discours et actes implicitement ou explicitement haineux renforcent les clivages, la polarisation dans l'espace public et alimentent un cycle d'escalade. Ce contexte facilite l'ancrage des idéologies extrémistes dans la société, favorisant la radicalisation progressive de certains individus ou groupes, et normalisant des discours exclusifs ayant pu, par le passé, être jugés inacceptables (Wodak 2021).

Conclusion

En conclusion, l'analyse de la misogynie et de la haine anti-LGBTQIA2S+ invite à dépasser les cloisonnements analytiques pour appréhender ces phénomènes comme traversant l'ensemble du spectre extrémiste et s'inscrivant dans des

dynamiques sociales plus larges. Ces formes de haine sont certes largement mobilisées par les droites radicales et extrêmes, dont les agendas se réajustent en fonction des crises, mais elles débordent aussi de ces espaces.

Morin et coll. (2025) proposent la notion de « convergence des luttes réactionnaires » pour caractériser les recompositions idéologiques de l'écosystème de droite québécois. Cette grille de lecture permet aussi d'envisager la diffusion plus large de ces rhétoriques à travers les mouvances anti-genre, dont les campagnes au Québec et au Canada rassemblent une diversité d'acteurs, pas tous qualifiables d'extrémistes. Ces circulations, dans le temps et entre les espaces (géographiques, en ligne et hors ligne), brouillent les frontières de l'extrémisme et participent à une forme de normalisation d'idées excluantes.

Finalement, cet article entend apporter des éléments de réponse aux accusations récurrentes de glissement entre les qualificatifs de « conservatisme » et d'« extrémisme ». Personne ne se revendique extrémiste, la catégorie agissant comme un repoussoir. Un exemple révélateur est celui d'un influenceur masculiniste ayant publiquement dénoncé à la télévision québécoise, dans l'émission *Tout le monde en parle* (novembre 2024), l'« injustice » qu'il y aurait à qualifier ses propos de misogynes. À ses yeux, une telle étiquette traduirait une volonté de censure visant à délégitimer un discours conservateur et traditionaliste présenté comme légitime en démocratie. Ce retournement rhétorique, qui mobilise la liberté d'expression comme argument d'autorité pour neutraliser toute critique, constitue une stratégie bien identifiée des mouvances conservatrices contemporaines (Hochmann 2025).

Dès lors, il devient nécessaire de repréciser conceptuellement les distinctions et les zones

de recouvrement entre dynamiques haineuses, conservatisme, autoritarisme, extrémisme; non pas pour assigner définitivement des acteurs ou des pratiques à une catégorie, mais plutôt pour penser ces mouvances au pluriel, dont les discours circulent, s'entrecroisent et se redéfinissent constamment (Lorenzi Bailly et Moïse 2023). Une telle clarification évite d'alimenter l'accusation d'un regard perçu comme arbitrairement normatif. Elle engage à une réflexion collective sur la posture et l'engagement des chercheurs et des chercheuses qui travaillent en parallèle en prévention de l'extrémisme, un enjeu déjà souligné en conclusion de l'ouvrage *Le nouvel âge des extrêmes?* (Morin et Aoun 2021 : 517).

Notice biographique

Lucile Dartois est conseillère en recherche au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence à Montréal. Elle est également doctorante en cotutelle interdisciplinaire à l'Université de Lorraine en France (psychologie) et à l'Université du Québec à Montréal (sociologie). Ses intérêts de recherche portent sur la notion de radicalisation, les violences politiques en contexte démocratique et les politiques de prévention de l'extrémisme.

Références

Ahmed, S. (2004). *The Cultural Politics of Emotion*, Second edition., Edinburgh University Press, Edinburgh.

- Andrea, P., Grzebalska, W. et Kovats, E. (2017). « Gender as symbolic glue: how 'gender' became an umbrella term for the rejection of the (neo)liberal order », *Political Critique*.
- Avanza, M. (2015), « Mobilisations anti 'idéologie du gender' et milieux catholiques pro-life en Italie », *Sextant. Revue de recherche interdisciplinaire sur le genre et la sexualité*, Éditions de l'Université de Bruxelles, 31 : 207–221. Disponible sur : doi: 10.4000/sextant.3100.
- Bard, C., Blais, M. et Dupuis-Déri, F. (2019). *Antiféminismes et masculinismes d'hier et d'aujourd'hui*, 1re édition., PUF, Paris.
- Blais, M. (2024). *L'attentat antiféministe de Polytechnique: une mémoire collective en transformation*, Vols. 1-1 ressource en ligne, Remue-ménage, Montréal.
- Bonetti, M. (1993). « La construction des problèmes sociaux », de Gaulejac, V. et Roy, S. (dir.), *Sociologies cliniques*, Desclée de Brouwer, Paris, pp. 163-176.
- Boursier, T. (2025), « La banalisation du suprémacisme blanc sur YouTube: analyse des convergences et des influences idéologiques au sein de l'extrême droite française », *Politique et Sociétés*, 44(1) : 35–62. Disponible sur : doi: 10.7202/1114896ar.
- Bötticher, A. (2017). « Towards Academic Consensus Definitions of Radicalism and Extremism », *Perspectives on Terrorism*, 11(4) : 73–77.
- Brown, K., Mondon, A. et Winter, A. (2023). « The far right, the mainstream and mainstreaming: towards a heuristic framework », *Journal of Political Ideologies*, 28(2): 162–179. Disponible sur: doi: 10.1080/13569317.2021.1949829.
- Bundtzen, S. (2023). *Misogynistic Pathways to Radicalisation: Recommended Measures for Platforms to Assess and Mitigate Online Gender-Based Violence*, Institute for Strategic Dialogue, p. 31.
- Canadian Anti-Hate Network. (2023). « Important Context About the '1 Million March 4 Children' », 15 September. Disponible sur : https://www.antihate.ca/1_million_march_4_children
- Dartois, L., Laprade, V. et Audet-Gosselin, L. (2026). « Repenser la catégorisation des extrémismes : vers une approche multidimensionnelle de l'engagement violent », De Courville, V., Collin, J. et Dorvil, H. (dir.), *Les problèmes sociaux sous tension : repenser les interfaces*, Presses de l'Université du Québec.
- Dartois, L., Laprade, V. et Zerrougui, H. (2026). « Le caractère ambigu des discours haineux : le cas des mobilisations 'anti-drag' au Canada », Moisan-Paquet, R., Taillefait, B. et Auclair, I. (dir.), *Libertés plurielles et résistances féministes : convergences, tensions et transversalité*, Presses de l'Université de Laval, Québec.
- Del Gobbo, D. (2024). « Reckoning with Queer History: The Canadian 'LGBT Purge' Case and the Limits of Forgiveness », *SSRN Scholarly Paper*, Rochester.
- Denkovski, D., Bernardin, N. et Lunz, K. (2021), *Power over Rights: Understanding and Countering the Transnational Anti-Gender Movement*, Centre for Feminist Foreign Policy.
- Gentry, C.E. (2020). « What does not get counted: misogynistic terrorism », *Disordered Violence: How Gender, Race and Heteronormativity Structure Terrorism*, Edinburgh University Press, Edinburgh, pp. 164–193.

- Gentry, C.E. (2022). « Misogynistic terrorism: it has always been here », *Critical Studies on Terrorism*, 15(1): 209–224. Disponible sur doi: 10.1080/17539153.2022.2031131.
- Hochmann, T. (2025). « On Ne Peut plus Rien Dire... » *Liberté d'expression: Le Grand Déploiement*, Anamosa, Paris.
- Hoffman, B., Ware, J. and Shapiro, E. (2020). « Assessing the threat of incel violence », *Studies in Conflict & Terrorism*, 43(7): 565–587. Disponible sur: doi: 10.1080/1057610X.2020.1751459.
- Institute for Strategic Dialogue. (2024). *Data Briefing – September to November 2024. Online Domestic Extremism in Canada*, Institute for Strategic Dialogue.
- Kuhar, R. et Paternotte, d. (dir). (2018). *Campagnes anti-genre en Europe: Des mobilisations contre l'égalité*, Campagnes anti-genre en Europe: Des mobilisations contre l'égalité, Presses universitaires de Lyon, Lyon.
- Lorenzi Bailly, N. et Moïse, C. (2023). *Discours de haine et de radicalisation*, Vols. 1-1, ENS Éditions, Lyon.
- Morin, D., Aoun, S. et Al Baba Douaihy, S. (2021). *Le nouvel âge des extrêmes? Les démocraties occidentales, la radicalisation et l'extrémisme violent*, Les Presses de l'Université de Montréal, Montréal.
- Myles, D., Johnson, A., Hébert, V. et Blais, M. (2025). « L'heure du conte drag au Québec », *Communication. Information médias théories pratiques*, 42(1). Disponible sur : doi: 10.4000/14hsn.
- Nadeau, F. (2021). « Rupture ou continuité? La matrice idéologique de l'extrême droite québécoise », Helly, D. (dir.), *Rétablir l'ordre. Peur, méfiance, haine des minorités culturelles et sexuelle*, *Classiques des sciences sociales*, Saguenay, Québec, pp. 89–142.
- Morin, D., Colin, M., Bédard, S., Carignan, M.E. et Nadeau, F. (2025). « Conspirationnisme et convergence des luttes réactionnaires au Québec: discours et adhésion », Potvin et al. (dir.), *Polémiques publiques, médias et radicalités discursives*, Presses de l'Université du Québec, Québec, pp. 403-427.
- O'Hanlon, R., Altice, F.L., Lee, R.K.-W., LaViolette, J., Mark, G., Papakyriakopoulos, O., Saha, K., et al. (2024). « Misogynistic extremism: a scoping review », *Trauma, Violence, & Abuse*, 25(2) : 1219–1234. Disponible sur : doi: 10.1177/15248380231176062.
- Paternotte, D. (2015). « Blessing the Crowds: Catholic Mobilisations Against Gender in Europe », (Anti-) Genderismus. Sexualität Und Geschlecht Als Schauplätze Aktueller Politischer Auseinandersetzungen, Transcript, pp. 129–148.
- Pearson, E., Winterbotham, E. et Brown, K. (2021). *Countering Violent Extremism: Making Gender Matter*, Palgrave Macmillan, Londres.
- Perliger, A., Stevens, C. et Leidig, E. (2023). *Mapping the Ideological Landscape of Extreme Misogyny*, International Centre for Counter-Terrorism, Pays-Bas.
- Poitras, J. (2023). « Higgs greets marchers opposing LGBTQ policies », *CBC News*, 20 September. Disponible sur : <https://www.cbc.ca/news/canada/new-brunswick/higgs-marchers-lgbtq-1.6972813>

- Pronovost, V. (2023). *Garantir Le Droit à l'avortement En Renforçant l'accès Aux Services, La Fédération du Québec pour le planning des naissances, Québec.*
- Richard, G., Graindorge, A., Charbonneau, A., Vallerand, O. et Houzeau, M. (2025). *Augmentation Des Niveaux de Malaise. Ce Que Les Élèves Du Secondaire Pensent de La Diversité Sexuelle, 2017-2024, GRIS Montréal, Montréal.*
- Roose, J.M. and Cook, J. (2022). « Supreme Men, Subjected Women: Gender Inequality and Violence in Jihadist, Far Right and Male Supremacist Ideologies », *Studies in Conflict & Terrorism*, pp. 1–29. Disponible sur : doi: 10.1080/1057610x.2022.2104681.
- Rothut, S., Schulze, H., Rieger, D. et Naderer, B. (2024). « Mainstreaming as a meta-process: a systematic review and conceptual model of factors contributing to the mainstreaming of radical and extremist positions », *Communication Theory*, 34(2): 49–59. Disponible sur: doi: 10.1093/ct/qtac001.
- Saurette, P. et Gordon, K. (2013). « Arguing Abortion: The New Anti-Abortion Discourse in Canada », *Canadian Journal of Political Science/Revue Canadienne de Science Politique*, 46(1) : 157–185. Disponible sur : doi: 10.1017/S0008423913000176.
- Thériault, A. (2009). « Féminisme et nationalisme dans le Québec contemporain, entre modernité et postmodernité », *Politique et Sociétés*, 28(2) : 53–67. Disponible sur : doi: 10.7202/038074ar.
- Thomson, C. (2024)/ « Anti-Abortion Discourse in Canada after the Overturning of Roe v. Wade », *Groundings Undergraduate Journal*, 15 : 158–174. Disponible sur : doi: 10.36399/GroundingsUG.15.123.
- Wodak, R. (2021). *The Politics of Fear: The Shameless Normalization of Far-Right Discourse, Second edition, Sage, London.*